

LA PAIX EST SIGNÉE AVEC L'UKRAINE. — DÉMISSION DE M. BRATIANO

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.644. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON.

Dimanche
10
FEVRIER
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B¹ des Italiens. — Tél. : Cent. 80-83
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

M. CAILLAUX A TÉMOIGNÉ HIER DANS L'AFFAIRE BOLO



— J'entendais que M. Bolo ne me fit pas déjeuner avec des gens que je ne connaissais pas.

— Avant de recevoir Bolo, je voulus d'abord consulter un dossier de la Sûreté générale le concernant.

— Jusqu'en septembre 1917, les hommes politiques ne voyaient rien de précis contre Bolo.

— Un jour Bolo est venu me demander d'étudier les statuts d'une banque de la Colombie.

QUATRE ATTITUDES ET QUELQUES EXPRESSIONS DE L'EX-PRÉSIDENT DU CONSEIL, FIXÉES AU COURS DE SA DÉPOSITION



REPONDANT A UNE OBSERVATION DE M. CAILLAUX SUR L'OPINION DU GOUVERNEMENT RELATIVEMENT A BOLO, EN AOUT 1917, M^e HERAUD DEMANDE LA COMPARUTION DE M. VIOLETTE

A la sixième audience, le défilé des témoins continue. On y a entendu deux anciens présidents du Conseil; mais l'un d'eux, M. Joseph Caillaux, s'y présentait dans des conditions particulièrement dramatiques. Son apparition à la barre fut l'événement de la

journée. De plus, on entendit un préfet, ancien directeur de la Sûreté générale; un rentier, un négociant en vins, un piqueur, un bijoutier, des directeurs de périodiques et de journaux. Enfin, se dressa la robe de Monsignor Bolo; mais celui-ci ne parlera que lundi.

LES EMPIRES CENTRAUX ONT CONCLU LA PAIX AVEC L'UKRAINE

Mais il reste à donner à la Rada un pouvoir suffisant dans la Petite-Russie.

L'Allemagne et l'Autriche annoncent que la paix avec l'Ukraine a été conclue hier, à deux heures du matin. On se rappelle que, dès le 20 janvier, les préliminaires avaient été signés à Brest-Litovsk. Dans l'interval, la Rada avait été violemment secouée par un fort mouvement maximaliste. A Kief même, à l'heure actuelle, la Rada est encore aux prises avec de sérieuses difficultés. Il n'est donc pas douteux que le gouvernement ukrainien s'est jeté dans les bras des Austro-Allemands et qu'il a cherché son salut dans une paix avec les deux empires.

La question serait de savoir les conditions auxquelles cet accord a été conclu. Du côté de l'Autriche et de l'Allemagne, l'idée dominante est de mettre la main sur les richesses agricoles de l'Ukraine, véritable grenier de l'Europe orientale. Du côté de la Rada, on cherche un appui militaire contre les maximalistes. C'est évidemment sur la base de ces échanges de services que la paix aura été signée.

On voit par là que le résultat obtenu par les empires du Centre est assez problématique.

Pour faire porter à leur arrangement avec la république ukrainienne tous les fruits qu'on en attend à Berlin et à Vienne, il faudra que la Rada soit mise en selle. C'est une tâche qui sera peut-être plus lourde qu'on ne l'imagine, et ces sortes d'interventions mènent souvent plus loin qu'on ne le voudrait, sans compter qu'elles exposent à des surprises pénibles. L'Allemagne et l'Autriche vont se trouver associées dans une expédition où leurs intérêts ne seront pas les mêmes, l'Autriche ayant à ménager ses Ruthènes et ses Polonais. Il y a là une cause de complications politiques qui ne tardera peut-être pas à manifester ses effets.

En outre, ce n'est pas encore demain que l'Allemagne pourra tirer de l'Ukraine tous les approvisionnements qu'elle fait espérer à ses populations affamées. A Odessa, les troubles persistent, et c'est d'Odessa seulement que pourraient venir les céréales des riches « terres noires », vu la désorganisation complète des moyens de transport par terre. Le rétablissement de l'ordre politique et matériel en Petite-Russie paraît donc devoir être la première besogne qui s'imposera aux Allemands, et c'est une besogne qui demandera des efforts et du temps. — J. B.

Sanglants conflits à Odessa

PETROGRAD, 9 février. — D'après les renseignements qui viennent d'arriver, de sanglants conflits se sont produits, à la fin de la dernière semaine, à Odessa, entre Ukrainiens et gardes rouges. Les troupes fidèles à la Rada avaient réussi à reprendre la gare et le siège de l'état-major. Un combat de rues s'engagea alors jusqu'au centre de la ville. Les cuirassés de la flotte intervinrent à leur tour et firent fuir les Ukrainiens à abandonner leurs positions. Une trêve fut ensuite conclue entre les combattants.

On estime à plus de trois cents le nombre des victimes. Sous prétexte de perquisitions, de nombreux pillages sont commis chez les particuliers, les habitants expulsés de leur logement, les restaurants envahis par des bandes de soi-disant chômeurs.

A l'heure actuelle, les comités se montrent incapables de rétablir l'ordre, leurs agents se mêlant souvent aux malfaiteurs.

Les troupes finlandaises s'emparent de Tammerfors

STOCKHOLM, 9 février. — Des télégrammes privés annoncent que les troupes finlandaises ont pris Tammerfors après un combat extrêmement sanglant.

La terreur continue à Helsingfors. Les tribunaux révolutionnaires fonctionnent. Les magasins sont ouverts mais les usines sont fermées. L'administration des prisons a été confiée au personnel des gardiens.

La garde rouge a pillé toutes les réserves et les approvisionnements accumulés dans le port de Montyvuoto et destinés à la population. Les commis des douanes furent fusillés.

La garde blanche a fusillé, à Tornéo, le commissaire maximaliste Smirnov et plusieurs soldats russes.

M. Diamanti, ministre de Roumanie à Petrograd, est arrivé à Haparanda.

M. Dutasta, ambassadeur de France en Suisse

Le gouvernement suisse vient de donner son agrément à la nomination de M. Paul Dutasta, ministre plénipotentiaire, comme ambassadeur de la République à Berne, en remplacement de M. Paul Beau, qui doit recevoir, à son retour en France, une importante mission d'ordre économique et politique.

M. Beau était ambassadeur de France à Berne depuis le 1^{er} juin 1911 ; il avait été jusqu'à ministre plénipotentiaire à Bruxelles.

M. Dutasta est âgé de quarante-quatre ans. Stagiaire en 1895, il est entré d'abord dans la carrière consulaire en 1898. Plus tard, il a été nommé secrétaire d'ambassade et il a exercé les fonctions de chargé d'affaires à Bangkok (1902-1903).

Dans la suite, il a été secrétaire général du gouvernement tunisien (1905-1906), puis chef du cabinet au ministère des Affaires étrangères (1906-1911).

Il fut enfin chargé du consulat général de Varsovie, et, après sa nomination au grade de ministre plénipotentiaire, il demanda, la même année, à être mis en disponibilité. Il est officier de la Légion d'honneur.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE
Rue de Rivoli, 53, PARIS
Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc.

LA ROUMANIE SOMMÉE D'ABANDONNER LA LUTTE PAR MACKENSEN

A la suite de cet ultimatum, M. Bratiano offre sa démission au roi, qui l'accepte.

Le 6 février, le général Mackensen, au nom de l'empire allemand, avait envoyé au gouvernement roumain un ultimatum aux termes duquel ce dernier avait quatre jours pour faire la paix, sinon il aurait à supporter le poids de la puissance militaire des empires du Centre.

A la suite de cette sommation, des divergences de vues se sont produites à Jassy dans le ministère. M. Bratiano a donc offert sa démission au roi, qui l'a acceptée. Quel sera le successeur de M. Bratiano et quelle attitude adoptera-t-il en face du problème nouveau qui se pose à la Roumanie ? C'est ce que nous ne tarderons pas à connaître. Mais nous savons parfaitement, et les Roumains n'ignorent pas non plus, la part de bluff que contient la menace de Mackensen. Celui-ci, en effet, n'a que des forces minimes et des troupes de médiocre qualité en face de l'armée roumaine reconstituée et dont le moral est très haut.

Il est donc visible que l'Allemagne, à l'est, veut agir par intimidation. C'est ainsi qu'elle procède déjà avec les maximalistes. La Roumanie ne s'en laissera pas imposer par ce système. Attachée à la défense de ses intérêts nationaux, elle ne se laissera pas, nous en sommes certains, détourner de ses volontés sans des raisons péremptoires et qui, pour le moment, n'apparaissent pas.

BRIDGE DE GUERRE

Les confidences d'une dame professeur.

Il est reposant, bienfaisant, instructif de trouver dans un journal, entre un article prévoyant une prochaine offensive allemande et le détail des mesures prises contre les raids aériens, une annonce comme celle-ci :

BRIDGE Leçons mondaines particulières et collectives. Lundi et samedi de 2 à 4 h.

Ce bridge évocateur de soirées tranquilles, sous la lampe familiale, nous apparaît, en ce moment, un peu paradoxal.

Eh quoi ! il y a, dans la 138^e année de guerre, des gens qui prennent des leçons de bridge ? Quels sont ces Parisiens ? A quelle catégorie sociale appartiennent-ils ? Sont-ils nombreux ?

Ce sont les questions que je suis allé poser à l'un de ces professeurs qui tiennent ses assises dans une pension de famille, voisine de l'Etoile.

Cette dame élégante, distinguée, comme il convient à la profession, me renseigne avec une bonne grâce désinvolte :

« J'étais dans la carrière, me dit-elle en maniant son sautoir de perles, avant la guerre et j'y suis entrée par hasard, un hasard heureux. Inutile de vous expliquer que je possède de nombreuses et importantes relations. Les réunions étaient fréquentes, j'en faisais partie, on jouait et j'acquiesçais dans le jeu de bridge une science véritable. »

« Un jour où j'étais absente, le directeur d'un « palace » envoya demander chez moi si je consentirais à venir donner à l'hôtel des leçons à 50 francs le cachet. Ma femme de chambre répondit oui. Je la réprimandai... mais j'allai donner la leçon. Je me fis des mois superbes. »

« Hélas ! la guerre vint interrompre mon succès et pendant un an on ne joua plus au bridge. »

« Un an seulement ? »

« Oui, monsieur, un an. »

Mme « le professeur » me parla de sa clientèle.

« Elle est de deux sortes, me dit-elle : celle que je visite à domicile et celle qui vient à mes cours. A domicile, la leçon coûte 12 francs ; mes cours sont de 20 francs par mois, deux fois par semaine. Je ne chicane pas sur la durée, et le devoir professionnel me ferait un scrupule d'interrompre une partie avant le tour complet. »

« Vos élèves, demandai-je, sont probablement des gens d'âge, des douairières, des nouveaux riches auxquels les cercles ne sont pas encore ouverts ? »

« Je suis en effet obligée, par les nécessités du moment, d'accepter comme élèves des gens qui ne sont pas tout à fait de mon monde, mais je les réunis en un cours spécial : celui des commerçants. »

« Comment pouvez-vous établir cette classification ? »

« C'est bien simple. Je n'inscris « un nouveau » à mon cours qu'après lui avoir donné une leçon particulière, destinée, en apparence, à lui apprendre les premiers éléments du jeu. Durant cette leçon, j'étudie le sujet, je le fais parler et, comme j'ai la prétention d'être douée de quelque psychologie, je parviens vite à le classer dans telle ou telle catégorie. »

Je songeai à part moi que le professeur exerçait dans de semblables conditions touchait au sacerdoce, mais je n'étais pas encore au bout de mes étonnements.

« Ne croyez pas, continua mon interlocutrice, que seules les personnes âgées fréquentent mes cours ; la jeunesse que naturellement je réunis autour de mes tables afflue également chez moi. Des permissionnaires, des militaires convalescents sont heureux de trouver à mes cours un délassant agréable en compagnie de jeunes femmes et de jeunes filles du meilleur monde. »

J'insinuai :

« Entre un pique royal et un cœur triomphant on risque peut-être même d'ébaucher un mariage. »

« Ceci, monsieur, n'est pas de ma compétence, me répondit sèchement Mme le professeur de bridge ; tout ce que je puis vous assurer c'est que, chez moi, la correction est absolue et les mamans sont là pour s'en assurer. »

Il eût été indiscret d'abuser plus longtemps des précieux moments de Mme le professeur de bridge.

Dans la pièce à côté on entendait un bruit de conversation mondaine.

C'était le jour des gens du monde, 1^{re} catégorie. — JULES CHANCEL.

DEVANT LE TROISIÈME CONSEIL DE GUERRE MM. BARTHOU, HUDELO ET CAILLAUX sont entendus dans l'affaire Bolo

LUNDI AURA LIEU LA DÉPOSITION DE MONSIEUR BOLO



M. LOUIS BARTHOU
député des Basses-Pyrénées.

Un ancien président du Conseil avait déjà parlé. M. Louis Barthou, de son pas tranquille, s'était approché de la barre et, pendant vingt minutes, avec une longue à la fois ardente et précise, avait fait le procès non de Bolo — un bien mince personnage en l'occurrence — mais de ces rumeurs sourdes, soufflées par l'ennemi, qui tendent à déprécier la France, à la rabaisser — en pleine tourmente — en déshonorant les hommes politiques qui l'ont le plus passionnément défendue.

On pouvait croire, après cette comparaison sensationnelle, que l'intérêt de la séance

était épuisé. D'une oreille distraite, on écouta la sincère défense de M. Hudelo, ancien directeur de la Sûreté générale : un monologue de M. de Fontgalland, rentier — il y a donc encore des hommes dont la profession est d'être rentier ; le témoignage reconnaissant d'un piqueur ; les condoléances d'un bijoutier gémissant sur la perte de son meilleur client ; les confidences d'un député, vrai père de son arrondissement. Et l'on s'attendait à gagner la fin de la séance sans encombre, en pensant au doux repos dominical, où l'on n'entendrait plus le nom de Bolo, ni celui de M. Monier, ni celui de...

Mais on avait compté sans l'homme des tempêtes. Qu'on ne m'accuse pas d'être influencé par les titres de cinéma : il y a des êtres sur lesquels soufflent tous les ouragans ; est-ce parce qu'ils s'exposent volontairement aux orages, est-ce parce qu'ils s'efforcent de dépasser les plus hautes cimes ? En tout cas, il est des hommes qui sont roulés incessamment, sur la grève de la vie, par les flots et les remous du destin. M. Caillaux est de ceux-là. Dès qu'il paraît, c'est une atmosphère de bataille qui l'environne, l'accompagne et le porte. Je l'ai suivi du regard, j'ai scruté son visage, son attitude. Cet ancien chef du gouvernement, cet ex-président d'un puissant parti politique, qu'on venait d'extraire de sa prison, pénétra dans la salle de la cour d'assises d'un pas vif, comme s'il se dirigeait vers une tribune pour soutenir un projet de loi. Le crâne était d'un rouge violacé, et, sur la tempe gauche, une veine tendait sous la chair sa corde noueuse ; la bouche frémissait, mordillant la moustache ; les mains nues se crispaient sur le chapeau. C'étaient là les seuls réflexes perçus. L'homme se dressa, leva la tête, affirma ses amitiés, ses doctrines. Et comme la tempête planait naturellement sur lui, elle ne manqua pas de surgir, violente, terrible, entre M. Marcel Herault, au nom de la défense, et le commissaire du gouvernement. Eclats de voix, tumulte, interruption de la séance : le lieutenant Mornet gagna la partie. Pendant ce temps, M. Joseph Caillaux avait rejoint son domicile : la prison de la Santé. Il lui avait suffi de paraître pour que l'ouragan se déchaînât.

Ce ne furent ni l'apparition de M. Finot ni celle de M. du Mesnil qui calmèrent les esprits. Le silence ne semblait plus devoir jamais régner dans la salle ; cependant, tout à coup, les colloques s'apaisèrent, se turent. Un prêtre à la face large, intelli-



M. HUDELO
préfet de la Loire-Inférieure

gente, vêtu d'une humble soutane de curé de campagne, s'était avancé vers la barre. C'était Monsieur Bolo, frère de l'accusé. Sa déposition devait durer, disait-on, plusieurs heures. Il ne venait pas donner de vagues renseignements, jeter de banales paroles de commiseration ; il apportait tout l'amour, tout le pardon qu'il avait puisé dans son cœur fraternel et dans sa foi.

— Monseigneur, est-ce que votre déposition doit être longue ? demanda le président.

— Très longue, mon colonel.

— Alors, nous la remettrons à lundi.

Jean VIGNAUD

Les nombreux témoignages de l'audience d'hier

Le lieutenant Mornet, au début de l'audience, verse aux débats de nouveaux documents américains. Ils authentifient les télégrammes échangés entre la Dresdner Bank et Hugo Schmidt. Le président commet M. Beaujeu, professeur au lycée Condorcet, pour les traduire.

Puis la voix du colonel Voyer retentit : « Faites entrer M. Barthou ! » Un grand murmure qui, sur l'impulsion du président, s'apaise aussitôt. M. Barthou dépose.

M. Barthou à la barre

D'une voix douce et calme qui, par instants devient incisive, sculpte les mots, le détache, les met en relief, l'ancien président du Conseil dit qu'il fut amené à connaître Bolo par l'intermédiaire d'un de ses amis, M. Bertrand-Loubet, que le témoin tient en haute estime, et qui avait eu affaire avec Bolo à Venezuela. M. Barthou ajoute qu'il eût pu mieux connaître Bolo, dont les relations étaient nombreuses dans le département. Mais il n'a pas à exprimer ce regret. Un jour, il consacra un de ses volumes pour l'accusé. Ce sont des choses qu'un auteur ne refuse à personne. Un autre jour, vers la fin de septembre, ayant rencontré Bolo, il lui dit :

« On parle beaucoup de vous ? »

Et Bolo de répondre négligemment :

« C'est Humbert qui fait cette campagne. Je l'arrêterai sous peu. »

Enfin, M. Barthou eut l'occasion de causer de Bolo avec le président de la République.

« Avec ma franchise habituelle, je dis au président : « On fait courir des bruits singuliers sur votre rôle dans l'affaire Bolo. L'avez-vous vraiment chargé d'une mission ?... » « Jamais », me répondit M. Poincaré. « On ajoute, précisai-je, que vous le favorisez. » Le président me répondit par un éclat de rire. On a parlé, en outre, de relations de famille à famille existant entre MM. Poincaré et Bolo. C'est faux. Depuis trois années, une campagne est menée qui consiste à diminuer, par tous les moyens, les hommes qui ne veulent pas céder devant les exigences de l'Allemagne. Tout est mis en œuvre pour les diminuer dans l'esprit public. Il faut que ces choses soient proclamées ici. »

La voix de M. Barthou martèle ces mots :

« M. le président de la République a vu Bolo une fois. Mme Poincaré n'a jamais vu M. Bolo. Personnellement, je n'ai eu avec l'accusé que des relations intermittentes dont je viens de vous entretenir. Je ne suis jamais allé chez lui. Je ne lui ai jamais écrit. »

Déposition de M. Hudelo

Le témoin se défend des insinuations qui affectent son honneur, et qu'il ait pu avoir des complaisances dans cette affaire. Il dit comment, à la Sûreté, il connut le dossier Bolo et ordonna à M. France de « pousser » l'affaire. C'est lui qui chargea M. France d'aller en Amérique et de tâcher de savoir « d'où venait l'argent ». M. France revint, n'ayant pas réussi dans la mission qui lui avait été confiée. « J'en référâi alors à M. Malvy et à M. le président du Conseil, alors M. Briand. Quelques jours après, j'appris que le dossier allait être remis à l'autorité

militaire. Mon rôle était terminé. Quant au dossier Casella, je ne l'ai jamais vu à la Sûreté générale, je l'affirme de la façon la plus formelle. »

Le commissaire du gouvernement s'étonne que M. Hudelo n'ait pas fait interroger M. France qui avait « vécu en enquête » et eût pu donner des détails précis.

Pendant la déposition, Bolo sourit, le buste droit, l'œil allant du commissaire du gouvernement au témoin, l'air amusé. Car le colloque se prolonge et n'aboutit pas.

M^{re} Salle donne lecture d'une lettre de M. Gerard et d'une autre de M. Langlois, toutes deux élogieuses pour l'accusé. Puis le défilé des témoins continue.

M. Valfard, négociant en vins, a employé jadis Bolo. Il parle à voix très basse et reconnaît à l'accusé d'excellentes qualités d'intelligence, de franchise et d'honnêteté.

M. de Fontgalland, rentier, longues moustaches tombantes, profil aigu, dépose que Bolo voulait entrer, en 1910, dans le monde des agriculteurs, qui a gardé de l'accusé le meilleur souvenir.

M. Terrieux, soldat de 2^e classe au 1^{er} génie, est très gêné d'être là. Il fut piqueur de Bolo et régulièrement payé. Sur une question de M^{re} Salle, il répond que le train de maison de Bolo n'a jamais diminué.

M^{re} Salle donne lecture de la lettre de M. Orizay, dont le père connut beaucoup Bolo et l'estima profondément.

Puis, M. Lespée-Esmelin, joaillier, déclare qu'il n'a eu qu'à se louer de ses relations avec l'accusé pour lequel il a acheté un sautoir de 70.000 francs. « C'est, dit-il, le seul client à qui je n'aie pas eu à présenter des factures deux fois. »

M. d'Etcheparre

M. d'Etcheparre, député des Basses-Pyrénées, vient ensuite à la barre. Le témoin a beaucoup de gestes, un accent méridional et beaucoup d'esprit. Il a déjeuné chez Bolo et fait des considérations psychologiques, si l'on peut dire, sur l'appartement et les repas offerts par Bolo : « Ils étaient simples et de bon goût. » D'ailleurs, il trouve que Bolo manque tout à fait d'envergure, et il ajoute :

« Les Allemands manquaient de psychologie s'ils employaient des agents de la force de Bolo. »

Le lieutenant Mornet relève la phrase. Le témoin l'explique en disant que Bolo, à son avis, n'avait pas les qualités que présentent les Allemands pour tenir l'emploi.

LE LIEUTENANT MORNET. — Pour mener une campagne de presse, sans doute. Mais les Allemands pouvaient voir en lui un maquisard pour traiter les affaires. Il recevait de l'argent pour le remettre à ceux qui étaient capables d'organiser la campagne.

Sur une réponse du lieutenant Mornet, qui affirme que Bolo n'a pas reçu de titres en échange des millions versés à Humbert, le témoin a un mot qui provoque les rires :

« Il est encore moins fort que je ne croyais. »

Une discussion s'engage et prend des proportions éloquentes. Le lieutenant Mornet ayant parlé du reçu des millions signé par Bolo, M^{re} Salle s'écrie :

« Avez-vous cette reconnaissance ? Où est cette preuve ? Pavenstet a avoué qu'il ne pouvait plus la retrouver. »

— Le reçu, déclare le lieutenant Mornet, est chez le comte Bernstorff, soyez en certain.

M. Caillaux

Suspension de quinze minutes. L'audience est reprise.

Et le colonel Voyer ordonne : « Faites entrer M. Caillaux ! »

Nerveux, le sang déjà aux tempes, M. Caillaux dit ses relations avec Bolo, qui furent toujours excellentes, affirme-t-il.

« Ce n'est pas à l'heure où j'aperçois que certains hommes politiques, fonctionnaires ou autres, qui ont fréquenté les salons de la rue de Phalsbourg, qui y ont été plus assidus que moi, et depuis plus longtemps, paraissent oublier du passé, ce n'est pas à cette heure-là que j'ignorerais le passé. »

Alors que M. Caillaux était président du Conseil, Bolo sollicita une audience que M. Caillaux refusa. Sur les instances répétées de M. Ajam, et après avoir vu M. Monier, qui lui affirma, par un mot, qu'il répondait de l'honorabilité de Bolo comme de la sienne propre, M. Caillaux consentit à recevoir Bolo.

De 1912 à 1914, il le revit quelquefois. En 1914, il déjeuna avec Bolo et avec M. Louis, ancien ambassadeur à Petrograd, dont M. Caillaux prononce un vif et vibrant éloge. Des relations plus aimables s'ensuivirent. Les conversations de Bolo étaient toujours correctes, leur sens toujours patriotique.

M. Caillaux cessa de voir Bolo pendant qu'il était au Grand Hôtel, dit-il.

« Quand il est revenu rue de Phalsbourg, quand on l'a laissé aller à Biarritz, à quelques pas de la frontière, quand sont revenus chez lui les hommes politiques, les fonctionnaires qui avaient l'habitude de fréquenter M. Bolo, je me serais considéré comme peu courageux et comme peu honnête si je n'y étais pas retourné moi-même, et j'y ai été d'autant plus conduit que les hommes politiques que j'y voyais me disaient à ce moment-là que les charges qui pouvaient peser sur M. Bolo n'étaient pas admissibles. Jusqu'au mois de septembre 1917, les hommes politiques indiquaient qu'il n'y avait rien de précis contre Bolo, à telles enseignes que les plus notables d'entre eux marquaient que d'après l'accusation et d'après des rapports transmis par l'accusation, en août et jusqu'au 3 septembre, il n'y avait rien de précis, et que si l'on avait arrêté M. Bolo, — ce sont, je crois, les termes du rapport qui m'ont été cités — on aurait été obligé de le relâcher. »

A son tour, M. Caillaux parle de bruits calomnieux qui s'attachent à ses relations avec Bolo.

M. Caillaux se défend ensuite de toute relation avec Abbas Hilmi. Il n'a rien connu du voyage en Amérique de Bolo, et n'a appris le contrat avec le Journal qu'en juillet 1917, par une communication de M. Humbert.

Il ignore si le khédive « avait été » ou « était » le débiteur de Bolo. Au sujet d'un dîner où M. Caillaux voulait être réuni chez Bolo avec quelques « amis sûrs », le témoin, questionné par le commissaire du gouvernement, répond :

« J'entendais que M. Bolo ne me fit pas déjeuner avec des gens que je ne connaissais pas. »

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

Je vais lire la suite de votre lettre.
— Allez donc !...
— Je ne suis pas habitué à ce que l'on me dise : « Allez donc ! »
— Monsieur le commissaire, je vous en prie.
Et M. Caillaux dit qu'il désirait être fixé par Bolo, au cours de ce déjeuner, sur ce qu'il savait au sujet du candidat à la présidence des Etats-Unis.
M. HÉRAUD. — Il semble résulter de l'ensemble de la déposition du témoin qu'à son avis, jusqu'en août et même au commencement de septembre 1917, dans les milieux parlementaires, personne n'était assuré de la culpabilité de Bolo.
M. CAILLAUX. — Ce n'est pas douteux !
M. HÉRAUD. — Ne vous rappelez-vous pas certains noms de personnalités qui rapportaient...
M. CAILLAUX. — Je ne me rappelle plus les noms. Mais je vois que vous avez sous les yeux un rapport, le rapport en question. Il y a une interruption très symptomatique de M. Viollette.

Un incident

M. Héraud lit le rapport et demande qu'on fasse venir à la barre M. Viollette. Avec violence, le commissaire du gouvernement s'oppose à ce qu'on appelle ce témoin.
— Jamais nous, en conseil de guerre, nous n'avons envisagé une ordonnance de non lieu.
« Je n'admets pas que mon affirmation, à moi magistrat du parquet, puisse être mise en balance même avec l'affirmation d'un ministre ou d'un député ! Je parle au nom du 3^e conseil de guerre dont je suis ici le représentant autorisé.
M. HÉRAUD. — Je demande à ce qu'on vienne dire à cette barre, de façon à ce que toutes les conclusions puissent en être tirées, aussi bien par l'accusation que par la défense, s'il est exact qu'en septembre 1917, dans les conseils du gouvernement, quelle que fût l'erreur sur laquelle reposait cette impression, s'il est exact que dans les conseils du gouvernement on estimait que l'affaire Bolo pouvait se terminer par un non-lieu.
La séance est suspendue cinq minutes.
On respire. A la reprise, M. Héraud développe ses conclusions.
Le lieutenant Mornet demande, d'une voix calmée, le rejet des conclusions. Le conseil se retire pour délibérer et revient un instant après. Il rejette ces conclusions.
M. PÉRIER (Edmond), ancien banquier, fait le procès de la banque Périer dont il ne fait plus partie. Il ajoute que Bolo ne pouvait, de par son caractère et ses aptitudes, être pris au sérieux par les Allemands. Le témoin parle d'une voix étouffée et hésitante.
M. FINOT, a connu Bolo aux Amitiés musulmanes, dont Bolo faisait partie en qualité de pacha. Bolo voulait l'emmener en Amérique, il refusa. Bolo voulait mettre un million dans sa revue, il refusa.
— Enfin Bolo voulait acheter cent actions du Cri de Paris. Je les lui vendis. Je n'ai eu qu'à me féliciter de mes relations avec lui.
Bolo, doucement, rectifie la déposition du témoin. Il n'a, dit-il, jamais eu l'intention de mettre un million dans sa revue.
M. du MESSIL, directeur du Rappel, ne l'aurait pas vu jusqu'à la guerre que des relations banales. En février 1915, Bolo vint le voir et manifesta l'intention d'entrer dans le conseil d'administration du Rappel. S'étant renseigné à toutes les sources, le témoin y consentit, et Bolo devint propriétaire de 1.500 actions du Rappel.
En juillet 1915, Bolo demanda au témoin de le présenter à M. Humbert. On disait que le Journal était à vendre. Le 3 août eut lieu l'entrevue. Mais M. Humbert s'était entendu déjà avec un tiers. Le 23 décembre 1915, M. Humbert invitait le témoin à déjeuner et le pria d'accueillir M. Régner, publiciste, auprès de Bolo. Un projet d'accord fut fait qui fut rompu par la suite.
M. SALLE. — Bolo, devenu actionnaire de votre journal, a-t-il voulu s'immiscer dans sa direction ?
M. du MESSIL. — Jamais, en aucune façon.
M. Albert Milhaud, professeur et publiciste, a entrepris dans le Rappel la campagne patriotique sur « la rive gauche du Rhin ». M. Bolo n'a jamais essayé d'exercer la moindre pression sur l'esprit du témoin, pour l'orientation de sa campagne.
M. Ephraïm, directeur du Cri de Paris, n'a vu qu'une fois Bolo.
M. Salle demande au témoin si Bolo, actionnaire du Cri de Paris, s'est immiscé dans sa direction ou son administration.
— Jamais, et d'aucune manière, réplique M. Ephraïm.
A une question de M. Salle, tendant à savoir si Bolo voulait acquérir des actions du Cri de Paris avant la guerre, M. Clément, administrateur de ce journal, répond qu'en effet c'était l'intention de l'accusé.

UN NOUVEAU VAPEUR ESPAGNOL TORPILLÉ

Il s'agit du « Sébastian » de Bilbao qui allait à New-York.

MADRID, 9 février. — Un communiqué du ministre de la Marine dit qu'à neuf heures du matin, le 8 février, deux canots amenant l'équipage complet du vapeur espagnol Sébastian, de Bilbao, jaugeant 4.500 tonnes, sont arrivés dans le port de Santa-Cruz de Palma.
Le vapeur avait une cargaison de 3.200 tonnes de sel. Il allait de Torregresia à New-York.
Il a été torpillé par un sous-marin allemand.
Le commandant du sous-marin a déclaré que le sel était contrebande de guerre. Il a permis d'embarquer des vivres pour les équipages dans les canots qu'il a remorqués pendant 10 milles.
Le capitaine du Sébastian ignorait que le sel fût contrebande de guerre.
L'émotion est vive à Madrid, et toute la presse exprime son indignation. La Epoca écrit notamment :
« Le prétexte qu'a donné le sous-marin qui a torpillé le Sébastian est qu'il portait du sel aux Etats-Unis et que le sel est contrebande de guerre. Nous disons « le prétexte », car tout autre produit aurait subi le même sort. Au moment où l'opinion espagnole est alarmée et indignée par le coulage du Giralda, et où une note de protestation fait rouler pour Berlin, l'Allemagne nous coule à nouveau un navire, portant ainsi atteinte à notre trafic, base de la vie de l'Espagne. »

La Croix-Rouge demande aux belligérants l'abandon des gaz asphyxiants

BERNE, 9 février. — Le comité international de la Croix-Rouge adresse à tous les belligérants un appel pour les inviter à supprimer l'usage des gaz asphyxiants et vénéneux.
Cet appel déclare :
« Le règlement adopté à La Haye concernant les lois et les coutumes de la guerre sur terre contient ce qui suit :
« Il est notamment interdit d'employer le poison ou les armes empoisonnées et aussi d'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus.
« Les gaz asphyxiants ou vénéneux sont sans aucun doute un de ces poisons interdits par la Convention.
Le comité international de la Croix-Rouge fait ensuite observer que chaque combattant « face à l'ennemi usant de ces gaz, est forcé malgré lui de l'imiter, et s'il ne veut pas être dans une position d'infériorité qui pourrait lui être fatale, il cherchera à le dépasser et concentrera tous ses efforts pour obtenir que ces poisons aient une action toujours plus délétère et plus étendue, et ce sera une rivalité dans la course aux procédés plus meurtriers et plus cruels.
L'appel se poursuit par une protestation énergique contre la guerre de demain, qui « dépassera en féroce ce que l'histoire a connu de plus barbare ».
Et il se termine en ces termes :
« Nous n'hésions pas à demander hautement qu'on renonce à cette manière atroce de faire la guerre.
« Pour cela, il faut un accord immédiat que les diverses armées s'engageraient à exécuter loyalement.
« Si la Croix-Rouge internationale pouvait provoquer cet accord, s'il pouvait être conclu à l'ombre de son drapeau, ce serait là un premier retour aux principes qui dictèrent les conventions de Genève et de La Haye, et cet acte sauverait des milliers de vies. Ce serait tout à l'honneur des nations aussi bien que des armées. »

LE LIEUTENANT FONCK ABAT SON 22^e AVION

C'est le 5 février que l'aviateur a accompli cet exploit.

Jamais match ne fut plus passionnant que celui auquel se livrent en ce moment les lieutenants Madon et Fonck.
Le 3 février, le lieutenant Madon remporta deux victoires qui lui faisaient prendre la seconde place au tableau d'honneur des « as ».
Le lieutenant Fonck a, le 5 février, triomphé pour la 22^e fois : c'est le Petit Parisien qui nous signale ce nouvel exploit.

La santé de M. Roosevelt

New-York, 9 février. — Le docteur qui soigne M. Roosevelt a déclaré que l'état du malade est plus favorable.

Une lettre de M. Georges Mandel

M. Georges Mandel, chef de cabinet de M. Clemenceau, a adressé au colonel Voyer, président du 3^e conseil de guerre, une lettre pour préciser quelle fut la nature de ses relations avec Bolo.
Cette lettre débute ainsi :
« J'apprends que j'ai été mis en cause à la dernière audience du procès Bolo, à l'occasion de la déposition de M. le général Quinquand. Je tiens à opposer un démenti formel à certaines allégations produites.
« Je n'ai jamais été dîner chez M. Bolo. Je ne me suis rencontré que deux fois avec lui, et voici dans quelles circonstances...
M. Georges Mandel raconte qu'au mois de mars 1917, dans les couloirs de la Chambre, il mit en garde MM. Maginot et Meunier-Surcouf, députés, contre Bolo, qu'il considérait comme un individu des plus louches.
Il expose les raisons qui justifiaient cette opinion. Ces propos furent répétés à l'intérieur, qui voulut à maintes reprises en obtenir l'explication de la bouche de M. Mandel, qui refusa. Des mois s'écoulèrent, un non-lieu allait être rendu en faveur de Bolo. Un jour, le docteur Le Moigne proposa à M. Mandel de consentir à une entrevue avec Bolo, pour permettre à ce dernier d'expliquer l'origine de sa fortune. M. Mandel, après avoir refusé, finit par consentir. L'entretien prit d'ailleurs tout de suite le caractère d'un interrogatoire. Les soupçons de M. Mandel furent accrues.
A quelques jours de là, poursuit M. Mandel, je devais partir pour la Gironde où pour des questions d'intérêt régional j'avais à voir M. le général Quinquand, qui était commandant de la 18^e région.
On prétend aujourd'hui que c'est par M. Bolo et sur une lettre de lui que j'aurais connu le général. Or, c'est antérieurement que, dans le cabinet du secrétaire général de la Gironde et à l'occasion du voyage à Bordeaux de M. de Monzie, sous-secrétaire d'Etat de la Marine marchande, j'ai fait la connaissance du général. Celui-ci l'a très loyalement reconnu dans sa déposition.
Je dois, pour être précis, ajouter que je me suis rencontré une seconde fois avec M. Bolo, au Club Fin, à Bordeaux, sur une invitation que je croyais émaner du général Quinquand. Plusieurs dames assistaient à ce déjeuner. M. Bolo prétendit à ce moment être chargé d'une communication auprès de moi de la part d'un député du Sud-Ouest, avec qui il était en relations. Il me suit de cette conversation pour estimer que j'ai eu à connaître l'accusé auquel combien il me paraissait suspect. C'est ainsi notamment que deux reprises je prévins M. le général Quinquand lui-même. Des témoins pourraient, au besoin, l'attester. D'ailleurs, il y a dans les archives du ministère de l'Intérieur une pièce écrite de la main d'un des anciens collaborateurs de M. Siegel qui rapporte un entretien au cours duquel j'ai exprimé en termes très catégoriques mon sentiment sur M. Bolo. Cet entretien est antérieur de plus d'un mois à l'arrivée des documents d'Amérique.
Et M. Georges Mandel ajoute qu'il se tient à l'entière disposition du conseil de guerre, pour le cas où celui-ci désirerait entendre son témoignage.

NOUS ALLONS AVOIR D'AUTRES RESTRICTIONS

La pâtisserie, la confiserie, la biscuiterie seront interdites.

Au prochain conseil des ministres, qui se tiendra mardi, le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement soumettra un certain nombre de mesures restrictives prises en application de la loi qui vient d'être votée par le Parlement.
Les mesures envisagées portent sur la pâtisserie, la confiserie, les fruits glacés, la biscuiterie et les chocolats de luxe, dont la consommation sera définitivement interdite.
Dans les hôtels, restaurants et cafés, il sera interdit de servir du beurre frais ou conservé, qui doit être réservé à la préparation des aliments. On réglementera également la consommation du lait frais ou condensé, des fromages mous, des crèmes pures ou mélangées, des entremets sucrés. La quantité de pain allouée aux restaurants de luxe sera réduite.
La vente du pain de fantaisie limitée aux seuls petits pains, pesant 75 grammes, vendus contre un ticket de 100 grammes ; mais à défaut de pain ordinaire, le boulanger devra livrer au poids ces petits pains. Sauf dans les cantines et buffets de gare, il ne pourra être servi et consommé des aliments qu'à des heures déterminées.

Les affaires en cours

Le capitaine Bouchardon, poursuivant l'instruction de l'affaire Caillaux, a recueilli, hier matin, le témoignage de M. Gonsse, directeur du bureau de la presse, à Rome. Chargé du dépouillement de tous les journaux italiens, M. Gonsse a constaté, avec les articles ayant trait aux séjours en Italie de l'ancien président du Conseil, un dossier qu'il a remis au capitaine instructeur.
Dans l'après-midi, le commandant Noblet a complété sa déposition.
De son côté, le lieutenant Bondoux a procédé à un interrogatoire de Guillaume De Souches.

L'affaire des carbures

La première partie de l'audience d'hier a été consacrée à l'audition des derniers témoins cités par la défense : MM. le général de division Ozil, le commandant Bolat, qui reconnaissent les services rendus par les prévenus aux industries travaillant pour la défense nationale.
M. le commandant Le Meur, commissaire du gouvernement, prononce ensuite son réquisitoire. Il s'attache spécialement à démontrer que la bonne foi de MM. Gall et Giraud-Jordan n'a pas été surprise.

M. Jonnart à l'Institut

Son rôle « historique » en Grèce, retracé par M. Ribot.

L'Académie des sciences morales et politiques devant élire, samedi prochain, un membre libre, en remplacement de M. Eugène Rostand, M. Jonnart, gouverneur général de l'Algérie, a été présenté hier en première ligne à ses suffrages par la commission compétente, qui classe en seconde ligne ex-aequo MM. Grasset et Lalande.
A cette occasion, M. Ribot, ancien président du Conseil, membre de la Compagnie, a pris la parole, et en une allocution des plus éloquentes, avec une grande hauteur de vues, l'éminent homme d'Etat a retracé le rôle « historique » joué en Grèce par M. Jonnart, en sa qualité de haut commissaire des Alliés.
L'élection de ce dernier n'est pas douteuse.
L'Académie des Beaux-Arts a décidé d'élire, le mois prochain, un membre libre, en remplacement de M. de Fourcaud et d'un architecte, en remplacement de M. Paulin.

UNE MANIFESTATION D'UNION SACRÉE

De nombreux discours patriotiques ont été prononcés.

Une imposante manifestation nationale d'union sacrée, organisée par « L'Effort de la France et de ses Alliés », a eu lieu, hier, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés, et en présence de M. Raymond Poincaré, président de la République.
M. Paul Deschanel rappela la cérémonie identique qui s'est déroulée dans ce même cadre le 7 mars dernier. C'est à cette époque que fut renouvelé le serment du 4 août 1914 : « Rester unis, tenir jusqu'à la victoire du droit, et d'abord redoubler d'activité contre la propagande ennemie. »
Un rapport fut ensuite présenté par MM. Léon Robelin, secrétaire général de la Ligue de l'Enseignement, délégué général de l'Union des grandes associations françaises, et par M. Paul Labbé, secrétaire général de l'œuvre « L'Effort de la France et de ses Alliés ».
M. Ernest Lavisse s'éleva avec force contre l'idée d'une paix qui n'assurerait pas l'avenir et serait un simple retour à l'état d'avant-guerre.
M. Jules Siegfried, député, ancien ministre, fit une déclaration aux termes de laquelle l'Alsace-Lorraine, qui n'a jamais cessé d'être française, doit le redevenir en fait.
M. Albert Thomas, député, ancien ministre, s'est associé à cette manifestation « sans mandat de son parti, mais avec la certitude de rester fidèle à toute la tradition socialiste ».
Après M. Adolphe Carnot, président de l'Alliance républicaine démocratique, M. Denys Cochin, député, ancien ministre d'Etat, proclama la nécessité d'une paix bien française : « La tempête déchaînée par l'Allemagne ne peut pas se terminer sans garanties d'avenir. Ce n'est pas une trêve que nous voulons, c'est la paix. »
M. René Renoult, député, ancien ministre, dit quelles raisons nous avons de tenir, de croire et d'espérer ; M. Georges Leygues, ministre de la Marine, au nom du gouvernement, fit enfin une déclaration dont nous extrayons le passage suivant :
« La lutte des fronts intérieurs est commencée. Les armatures sociales, les institutions politiques, les forces économiques, les vertus individuelles, vont se mesurer et se vaincre. Chaque peuple, hommes, femmes, vieillards, enfants, entre tout entier dans l'effort et, sur la fermeté de son cœur, la solidité de ses nerfs et l'énergie de sa volonté, joue son destin. La France ne fléchira pas. Dans son calme ardent, sa résolution et sa foi, elle est inébranlable. »

La fourragère

La fourragère est conférée par le général commandant en chef des armées au 130^e et au 121^e régiment d'infanterie.

Assurance populaire contre les « Gothas »

Pour vingt francs, prime unique, la Compagnie française « Lloyd de France » (capital 10 millions) verse immédiatement, en cas de mort causée par un bombardement aérien, un capital de dix mille francs aux ayants-droit d'un assuré non mobilisé ou en sursis d'appel.
Etant donné le nombre considérable de demandes et de renseignements parvenus 92, rue de Richelieu, le « Lloyd de France » annonce qu'en dehors de ses bureaux sa police populaire de dix mille francs pour une prime de vingt francs sera également remise à ceux qui se présenteront pour la recevoir.
Aux guichets de la Société Centrale des Banques de Province, 41, rue Carnot ;
Aux guichets de ses succursales :
42, rue de Bretagne ;
2, rue de la Tour ;
18, rue Pierre-Lescot ;
39, avenue des Champs-Élysées.
Cette police peut être souscrite par toute personne étant entendu que chaque assuré ne pourra être titulaire que d'une seule police.
De plus, le « Lloyd de France » tient des polices à la disposition des industriels, commerçants et patrons (usines de guerre ou non) qui jugeront équitable d'enlever à leurs ouvriers et employés, pour une somme minime, tout souci dans leur travail.

Bourse de Paris, 9 Février 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			1001. Fme. 1885		
5 1/2 % ann. libéré	87 50	87 50		345	348
5 1/2 % ann. libéré	87 50	87 50		345	347
3 1/2 % ann. libéré	71	71 10		345	348
3 1/2 % ann. libéré	57 50	57 50		345	347
2 1/2 % ann. libéré	89 50	89 50		345	348
Tome 1900	327	328 50		345	348
Alcova Occident	353	353 50		345	348
1885	555	549		345	348
1886	560 75	563		345	348
1887	563 50	566		345	348
1888	566	568		345	348
1889	569	571		345	348
1890	572	574		345	348
1891	575	577		345	348
1892	578	580		345	348
1893	581	583		345	348
1894	584	586		345	348
1895	587	589		345	348
1896	590	592		345	348
1897	593	595		345	348
1898	596	598		345	348
1899	599	601		345	348
1900	602	604		345	348
1901	605	607		345	348
1902	608	610		345	348
1903	611	613		345	348
1904	614	616		345	348
1905	617	619		345	348
1906	620	622		345	348
1907	623	625		345	348
1908	626	628		345	348
1909	629	631		345	348
1910	632	634		345	348
1911	635	637		345	348
1912	638	640		345	348
1913	641	643		345	348
1914	644	646		345	348
1915	647	649		345	348
1916	650	652		345	348
1917	653	655		345	348
1918	656	658		345	348
1919	659	661		345	348
1920	662	664		345	348
1921	665	667		345	348
1922	668	670		345	348
1923	671	673		345	348
1924	674	676		345	348
1925	677	679		345	348
1926	680	682		345	348
1927	683	685		345	348
1928	686	688		345	348
1929	689	691		345	348
1930	692	694		345	348
1931	695	697		345	348
1932	698	700		345	348
1933	701	703		345	348
1934	704	706		345	348
1935	707	709		345	348
1936	710	712		345	348
1937	713	715		345	348
1938	716	718		345	348
1939	719	721		345	348
1940	722	724		345	348
1941	725	727		345	348
1942	728	730		345	348
1943	731	733		345	348
1944	734	736		345	348
1945	737	739		345	348
1946	740	742		345	348
1947	743	745		345	348
1948	746	748		345	348
1949	749	751		345	348
1950	752	754		345	348
1951	755	757		345	348
1952	758	760		345	348
1953	761	763		345	348
1954	764	766		345	348
1955	767	769		345	348
1956	770	772		345	348
1957	773	775		345	348
1958	776	778		345	348
1959	779	781		345	348
1960	782	784		345	348
1961	785	787		345	348
1962	788	790		345	348
1963	791	793		345	348
1964	794	796		345	348
1965	797	799		345	348
1966	800	802		345	348
1967	803	805		345	348
1968	806	808		345	348
1969	809	811		345	348
1970	812	814		345	348
1971	815	817		345	348
1972	818	820		345	348
1973	821	823		345	348
1974	824	826		345	348
1975	827	829		345	348
1976	830	832		345	348
1977	833	835		345	348
1978	836	838		345	348
1979	839	841		345	348
1980	842	844		345	348
1981	845	847		345	348
1982	848	850		345	348
1983	851	853		345	348
1984	854	856		345	348
1985	857	859		345	348
1986	860	862		345	348
1987	863	865		345	348
1988	866	868		345	348
1989	869	871		345	348
1990	872	874		345	348
1991	875	877		345	348
1992	878	880		345	348
1993	881	883		345	348
1994	884	886		345	348
1995	887	889		345	348
1996	890	892		345	348
1997	893	895		345	348
1998	896	898		345	348
1999	899	901		345	348
2000	902	904		345	348
2001	905	907		345	348
2002	908	910		345	348
2003	911	913		345	348
2004	914	916		345	348
2005	917	919		345	348
2006	920	922		345	348
2007	923	925		345	348
2008	926	928		345	348
2009	929	931		345	348
2010	932	934		345	348
2011	935	937		345	348
2012	938	940		345	348
2013	941	943		345	348
2014	944	946		345	348
2015	947	949		345	348
2016	950	952		345	348
2017	953	955		345	348
2018	956	958		345	348
2019	959	961		345	348
2020	962	964		345	348
2021	965	967		345	348
2022	968	970		345	348
2023	971	973		345	348
2024	974	976		345	348
2025	977	979		345	348
2026	980	982		345	348
2027	983	985		345	348
2028	986	988		345	348
2029	989	991		345	348
2030	992	994		345	348
2031	995	997		345	348
2032	998	1000		345	348
2033	1001	1003		345	348
2034	1004	1006		345	348
2035	1007	1009		345	348
2036	1010	1012		345	348
2037	1013	1015		345	348
2038	1016	1018		345	348
2039	1019	1021		345	348
2040	1022	1024		345	348
2041	1025	1027		345	348
2042	1028	1030		345	348
2043	1031	1033		345	348
2044	1034	1036		345	348
2045	1037	1039		345	348
2046	1040	1042		345	348
2047	1043	1045		345	348
2048	1046	1048		345	348
2049	1049	1051		345	348
2050	1052	1054		345	348
2051	1055	1057		345	348
2052	1058	1060		345	348
2053	1061	1063		345	348
2054	1064	1066		345	348
2055	1067	1069		345	348
2056	1070	1072		345	348
2057	1073	1075		345	348
2058	1076	1078		345	348
2059	1079	1081		345	348
2060	1082	1084		345	348
2061	1085	1087		345	348
2062	1088	1090		345	348
2063	1091	1093		345	348
2064	1094	1096		345	348
2065	1097	1099		345	348
2066	1100	1102		345	348
2067	1103	1105		345	348
2068	1106	1108		345	348
2069	1109	1111		345	348
2070	1112	1114		345	348
2071	1115	1117		345	348
2072	1118	1120		345	348
2073	1121	1123		345	348
2074	1124	1126		345	348
2075	1127	1129		345	348
2076	1130	1132		345	348
2077	1133	1135		345	348
2078	1136	1138		345	348
2079	1139	1141		345	348
2080	1142	1144		345	348
2081	1145	1147		345	348
2082	1148	1150		345	348
2083	1151	1153		345	348
2084	1154	1156		345	348
2085	1157	1159		345	348
2086	1160	1162		345	348
2087	1163	1165		345	348
2088	1166	1168		345	348
2089	1169	1171		345	348
2090	1172	1174		345	348
2091	1175	1177		345	348
2092	1178	1180		345	348
2093	1181	1183		345	348
2094	1184	1186		345	348
2095	1187	1189		345	348
2096	1190	1192		345	348
2097	1193	1195		345	348
2098	1196	1198		345	348
2099	1201	1203		345	348
2100	1204	1206		345	348
2101	1207	1209		345	348
2102	1210	1212		345	348
2103	1213	1215		345	348
2104	1216	1218		345	348
2105	1219	1221		345	348
2106	1222	1224		345	348
2107	1225	1227		345	348
2108	1228	1230		345	348
2109	1231	1233		345	348
2110	1234	1236		345	348
2111	1237	1239		345	348
2112	1240	1242		345	348
2113	1243	1245		345	348
2114	1246	1248		345	348
2115	1249	1251		345	348
2116	1252	1254		345	348
2117	1255	1257		345	348
2118	1258	1260		345	348
2119	1261	1263		345	348
2120	1264	1266		345	348
2121	1267	1269		345	348
2122	1270	1272		345	348
2123	1273	1275			

LES COURS

— S. A. R. le prince de Galles est pour quelques jours à Londres.

CORPS DIPLOMATIQUE

— Le capitaine de frégate Botassis, attaché naval à la légation de Grèce, vient d'être promu capitaine de vaisseau. Cet officier, dont on sait l'attachement à la cause des Alliés, a pris une grande part au recrutement de l'armée vénétoise.

INFORMATIONS

— En la chapelle espagnole de la rue de la Pompe, à eu lieu, jeudi, le baptême de la fille de LL. MM. le roi et la reine d'Espagne, fille du duc de Lévis-Mirepoix, attaché militaire à l'ambassade de France à Madrid, et de la duchesse, née de Chaponay.

M. Quinones de Leon, ambassadeur d'Espagne à Paris, représentait le roi, et la marquise de Lambertye la reine. Les membres de l'ambassade espagnole assistaient au grand complet à la cérémonie, ainsi que de nombreuses notabilités de l'aristocratie parisienne. La jeune fille des souverains a reçu les prénoms de Victoria-Françoise.

CERCLES

— Au scrutin de ballottage du Jockey-Club ont été reçus hier, à titre de membres permanents :

M. Hubert de Balorre, lieutenant au 11^e cuirassiers, présenté par le baron de Balorre et le général comte de Wignacourt. M. Reille-Soult, duc de Dalmatie, sous-lieutenant au 212^e d'artillerie ; le baron Henry Reille-Soult, de Dalmatie, sous-lieutenant pilote aviateur, et le baron Charley Reille-Soult de Dalmatie, sous-lieutenant au 1^{er} chasseurs, qui, tous trois, avaient pour parrains le comte Reille et le comte Roger de Chabrol.

NAISSANCES

— La marquise Franco de Montagliari, née Houdebine, est mère d'un fils, qui a reçu le prénom de François.

MARIAGES

— Hier a été célébré, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, le mariage du prince de Clermont-Tonnerre, lieutenant au 10^e cuirassiers, fils du général prince et comte de Clermont-Tonnerre, mort pour la France, et de la comtesse, née Cossé-Brissac, avec Mlle Séguier, fille du baron P. Séguier et de la baronne, née Kerret.

Les témoins du marié étaient : le duc de Clermont-Tonnerre et le comte Christian de Cossé-Brissac, ses oncles ; ceux de la mariée : le comte Georges de Bourbon, son oncle, et le baron Antoine Séguier, enseigne de vaisseau, son frère.

Une réception intime eut lieu, après la cérémonie religieuse, en l'hôtel du baron et de la baronne Séguier.

— En l'église de Guéthary (Basses-Pyrénées) vient d'être béni le mariage du sous-lieutenant Claude d'Elbée, de la légion étrangère, décoré de la croix de guerre, fils du lieutenant-colonel marquis d'Elbée et de la comtesse, née Hosiér, avec Mlle Louise de Sèze, fille du général vicomte de Sèze, et de la vicomtesse, née de Mohrenheim. Les témoins pour le marié étaient : son beau-frère, le colonel comte de Partouneaux, et son frère, le lieutenant Christian d'Elbée ; pour la mariée : son oncle, le vicomte Maurice de Sèze, et son frère, le lieutenant Paul de Sèze.

— Le mariage de Mlle Marcelle Baillière, fille du commandant Armand Baillière, du 8^e régiment de cuirassiers à pied, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, et de Mme, née Pottier, avec le lieutenant G.-A. Repussard, de l'artillerie d'assaut, décoré de la croix de guerre, fils de M. Repussard et de Mme, née Dumereau, sera célébré le mardi 12 février à midi en l'église Notre-Dame de Passy.

— On annonce les fiançailles du comte d'Andlau, capitaine au 31^e dragons, fils du comte d'Andlau, décédé, et de la comtesse, née de Chabrol, avec Mlle Le Marois, fille du comte Le Marois, officier de harnas, et de la comtesse, née d'Haussonville, et petite-fille du comte d'Haussonville, de l'Académie française, et de la comtesse, née d'Harcourt.

DEUILS

Nous apprenons la mort :

Du capitaine Georges-Etienne Stry, du 2^e bataillon de chasseurs, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes, tombé glorieusement à l'ennemi ;

De M. L. Mancau, officier de la Légion d'honneur, qui fut pendant de longues années administrateur du Petit Parisien, décédé avant-hier, à la suite d'une longue et douloureuse maladie. Les obsèques auront lieu demain funérailles à 10 heures, en l'église Saint-Augustin, où l'on se réunira ;

De M. Edouard Le Guen, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Brest, décédé à quatre-vingt-deux ans. Ancien sénateur du Finistère, il était le doyen des avocats de France.

Préface d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-71. Bureaux : 9 à 5 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures. A 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

A LA SCABIEUSE, 8, rue Salomon-de-Caus (Square des Arts-et-Métiers). Tél. : Arch. 11-35. Modèles élégants. Deuil à domicile. Prix modérés.

LA POUDRE LOUIS LE RAS CALME INSTANTANÉMENT LES AGES D'ASTHME. LE SOULÈVEMENT EST DURABLE. 2 fr. 20 (imp. comp.).

"BRETTELLES GALLIA"

LAINE anglaise, 14 fr. 75 le kilo, 12, av. d'Antin.

Arthritiques
à base de
Lithinés Sels naturels
de la Société
Martigny
constituent le traitement agréable,
efficace et le plus économique.
L'état de 12 comprimés pour 12 litres d'eau
minérale : 175 (impôt compris). Toutes Pharmacies.
Laboratoire GUIGNIER, 91, Rue St-Lazare, PARIS.

SAVON DENTIFRICE VICIER
le meilleur Antisepique. 31, rue de la Harpe, 12, 84 Bonne-Nouvelle, Paris.

La « Commission des antiquités et arts de Seine-et-Oise » est tourmentée par un scrupule : est-il juste et supportable d'appliquer l'épithète « gothique » à certains chefs-d'œuvre de notre art ? Gothique veut dire évidemment : qui vient des Goths. N'est-ce pas faire honneur aux Allemands que d'appeler gothique une cathédrale ou un bahut français ? Telle est la question que pose la Commission des antiquités de Seine-et-Oise à l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

La savante Compagnie répondra quelque jour, et sans doute calmera les inquiétudes de sa petite sœur versaillaise. Elle lui dira peut-être avec exactitude ce que c'est qu'un Goth, et je ne serai pas fâché de le savoir. Tout à l'heure, avec une extrême suffisance, j'ai voulu m'en instruire tout seul. J'ai pris d'énormes dictionnaires ; j'ai cherché Goths, Germanie, Gètes, et je ne sais qu'en dire. Notre père Larousse est d'une inépuisable faconde sur les peuples et les peuplades. Pendant une heure il m'a entretenu des Suèves, des Vandales, des Goths, des Wisigoths, des Ostrogoths et des Marcomans. Hélas ! je n'y aurai gagné que la malédiction du rédacteur en chef, car je me suis mis en retard et je n'ai rien appris de positif. Comme il est difficile de savoir ce qu'il faut entendre par Goth ! Et quel qu'un au monde le sait-il sûrement ?

Et puis, quand Goth voudrait dire Allemand, j'avouerais que cela ne me causerait aucune peine. Quand nos cathédrales ogivales seraient improprement nommées gothiques, je ne trouverais cette erreur que médiocrement regrettable. Il est vraiment tard pour changer des mots installés depuis si longtemps dans notre langue. Que mettra-t-on à la place de gothique ? Rien que l'usage veuille accepter aisément. Rien qui ne soit d'un pédantisme ridicule, ou d'une morne platitude. Gardons l'épithète, afin de ne pas la mériter.

Louis LATZARUS.

Les académisables

Les milieux académiques se préparent aux prochaines élections, en commençant le mérite et les chances de chaque candidat. Exception faite pour le siège de M. de Mun, devant lequel Mgr Baudrillard est seul, et celui de M. Paul Hervieu, devant lequel sont en présence M. François de Curel et M. Camille Le Senne, les compétitions sont nombreuses autour de chaque fauteuil.

Voici une liste des « prochainement académisables », telle qu'elle a été dressée par une personnalité qui a bien voulu la confier à notre indiscret.

M. Baudrillard, M. Chenu, MM. Louis Barthou, Abel Hermant, François de Curel, Paul Adam, Robert de Flers, hors de doute ; MM. Charles Benoist, Jules Cambon, les plus grosses chances ; MM. Louis Bertrand, René Boylesse, un peu jeunes, mais certains. Viennent ensuite sans annotation : MM. Henry Bordeaux, Valléry-Radot et Joseph Reinach.

Un vieux drame

Le préfet de Lausanne vient d'être assassiné par un employé de sa préfecture ; celui-ci a été arrêté.

Les drames sont en somme assez rares dans le milieu administratif. S'il faut en croire Georges Courteline, les ronds-de-cuir cultivent surtout le vaudeville et sont plus comiques que tragiques.

Il y a eu cependant des exemples contraires ; à cause de leur rareté, le souvenir s'en efface lentement.

On se souvient encore à la préfecture de la Seine d'un employé qui, un matin, entra dans le bureau de son directeur et le tua d'un coup de revolver.

Il ne s'enfuit pas. Il attendit que des camarades attirés par le bruit arrivassent. A ce moment, il se dirigea vers la porte. L'un de ses collègues, qui ne voyait pas encore bien de quoi il s'agissait, lui dit simplement : — Il ne faut pas vous en aller.

Et il resta.

Il fut déclaré irresponsable. Mais voilà qui montre bien que le comique est au fond de la nature rond-de-cuirée.

Interné, il fut libéré quelques années après, ne paraissant plus dangereux.

A ce moment, paraît-il, il imagina de de-

mander à être réintégré dans le personnel de la préfecture de la Seine. Il fut très étonné qu'on lui répondit par un refus.

Il ne s'en tint pas à rétonnement. Il alla jusqu'à l'indignation et annonça qu'il allait porter l'affaire devant le Conseil d'Etat.

On ne sait pas s'il a donné suite à son idée.

Le Conseil d'Etat, qui sous sa gravité cache un grand fonds de fantaisie, aurait peut-être donné raison à l'assassin.

Un beau film

Nos amis américains vont célébrer dans quelques jours l'anniversaire de la naissance de leur grand président Abraham Lincoln.

Puisque l'on voudrait faire du cinéma un instrument d'éducation, quel beau film il y aurait à tirer de la vie de cet homme qui, né cultivateur, alla six mois à l'école, fut maître de poste, devint avocat, puis député et enfin président des Etats-Unis !

Et ce ne serait pas une sorte d'image d'Épinal, comme pour la morale en action. Les aventures abondent dans cette existence.

Lincoln, qui avait six pieds quatre pouces de taille (l'acteur serait difficile à trouver sans doute), avait dans sa jeunesse pris part à une expédition digne de Buffalo Bill, contre un certain Black Hawk, autrement dit « l'Faucon Noir », dont le nom seul est digne d'un roman.

Quant à la mort du président, elle fournirait un épisode admirable à nos meilleurs filmeurs.

Une salle de théâtre. — Le rideau est levé. — Un homme de très haute taille accompagné d'une dame et de deux autres spectateurs s'installe dans une loge et suit le spectacle avec intérêt. — Tout à coup, un cinquième personnage paraît dans la loge, se penche vers le premier qui était entré. — Deux détonations retentissent. — Le spectateur tombe. — L'inconnu bondit sur la scène, un revolver encore fumant à la main, et criant : « Sic semper tyrannis. Le Sud est vengé ! »

Etonnement. Cris. Bousculade. Les femmes s'évanouissent. Les hommes se précipitent sur la scène pour s'emparer de l'assassin. Mais il est déjà loin, courant à cheval dans la campagne.

On le poursuit. On le traque comme un bandit de frontière et, au moment où on va l'atteindre, il se fait justice en se brûlant la cervelle.

L'assassin se nommait J. Wilkes Booth. La victime Abraham Lincoln.

Vendéen et Bretons

M. Janvier, maire de Rennes, vient de rayer à M. Herriot le titre de « premier administrateur de France ». Fils de ses œuvres, n'ayant appris toute sa science politique qu'au contact des réalités, M. Janvier est un homme simple, franc, gai, qualités qui lui ont valu depuis de longues années l'estime de ses concitoyens.

Il y a quelques années — c'était sous le premier ministère Clemenceau — M. Janvier, désireux d'inaugurer de nouveaux bâtiments municipaux sous la présidence du Tigre, pria son ami M. Le Hérisse, sénateur d'Ille-et-Vilaine, d'accompagner, place Beauvau, la délégation municipale chargée de présenter l'invitation.

M. Janvier fut éloquent ; M. Clemenceau aimable ; mais il ne put donner la réponse attendue : les devoirs de sa charge ne lui permettaient pas de s'absenter à la date prévue, la session parlementaire allait se rouvrir. Bref, M. Janvier et ses conseillers se retirèrent déçus.

Sans doute la déception du maire de Rennes fut trop apparente, car M. Clemenceau regretta déjà d'avoir répondu par un refus. La délégation était encore dans la cour du ministère qu'un huissier accourait appeler M. Le Hérisse, qui se retrouva bientôt dans le cabinet de M. Clemenceau.

— Dis donc, Le Hérisse, j'ai réfléchi... Il a une bonne tête, ton maire, tu sais... Tu peux lui dire que j'accepte.

Or, trois semaines plus tard, le Tigre prononçait, à Rennes, un grand discours qui commençait par ces mots : « Vous êtes Bretons, je suis Vendéen. Nous sommes cousins des deux rives de la Loire... »

Heureuse crise

Pendant longtemps les Allemands couvraient la Belgique et le nord de la France d'orgueilleuses affiches destinées à former l'esprit des populations.

Le résultat était pitre et la dépense superflue. Ces tourmenteurs jurés ne s'en rendaient toutefois jamais avisés si la nécessité ne leur avait ouvert les yeux.

Mais la crise du papier est venue, et elle les persuada enfin que jamais ces peuples entités n'ouvrirent leurs yeux à l'éclatante vérité allemande.

Ils se sont résignés à ne plus offenser les regards des passants par d'énormes placards qui attirèrent l'attention, quoi qu'on en ait.

Tant mieux. Mais... tant pis pour les collectionneurs qui recueillaient avec soin ces affiches comme échantillons de monstruosité.

Faute d'outils

Cette histoire anglaise est trop belle pour qu'on ne la raconte pas dans toute sa simplicité.

Alfred William Furneaux, maître d'hôtel dans la flotte marchande, vient de recevoir l'Albert Medal pour le sang-froid, le courage et l'esprit d'improvisation qu'il a montrés au cours d'un torpillage, en avril 1917.

Au moment du torpillage du vapeur sur lequel servait M. Furneaux, un lascar se trouva pris par des lames de fer brisées qui s'étaient coincées sur ses deux jambes et le retenaient de telle façon qu'il allait inévitablement être entraîné dans l'eau avec l'épave.

M. Furneaux accourut à son aide et réussit à dégager l'une des jambes. Mais l'autre était presque arrachée près du genou et il fut impossible de la délivrer. Rapide comme un maître chirurgien, M. Furneaux tira son couteau de poche et, avec cet instrument d'infortune, amputa le membre blessé ; puis il porta l'homme dans un canot.

La pansa la blessure de son mieux et donna au malheureux amputé sa propre ceinture de sauvetage.

Ceci n'est pas un conte. C'est le rapport officiel qui mentionne le fait.

LE PONT DES ARTS

La vente des livres qui aura lieu le 15 février, à l'Hôtel Drouot, en faveur des *Éprouvés de la guerre*, sera organisée par le syndicat de la Presse, promet d'être des plus brillantes par l'intérêt des ouvrages offerts au public et par le concours de personnalités considérables qui veulent participer ainsi à une œuvre des plus intéressantes, puisqu'elle s'étend sur toutes les œuvres de guerre.

Parmi les pièces rares de cette vente, nous signalerons la partition manuscrite, paroles et musique, d'un ballet de la Garde, *Océa*, reliure aux armes de Mme de Pompadour ; les beaux autographes de S. M. la reine de Roumanie et de la comtesse de Noailles ; les livres de M. Rostand, auxquels le grand poète a joint un autographe et un dessin, et tous les livres avec autographes de nos plus grands écrivains.

Des pessimistes ont dit que la guerre aurait affaibli la sensibilité des hommes. Il n'en est rien. Chez beaucoup elle a été affinée, exaspérée. Un jeune poète de vingt-deux ans, M. André de Wisant, nous le prouve dans son charmant et précieux recueil de poèmes : *Les Châtres meurtries*, où se révèle un talent sûr, ironique et tout frémissant de tendresse.

Il s'est fondé à Paris, en même temps qu'à La Haye, une union artistique franco-hollandaise dont le but est de cimenter le rapprochement intellectuel des Pays-Bas et de la France. Elle organisera des expositions françaises en Hollande et des expositions hollandaises chez nous, et, au printemps prochain, des auditions de musique hollandaise à Paris.

En même temps qu'il présentait à un petit nombre d'amis — à la répétition dite des couturiers — une réincarnation du mime célèbre, M. Sacha Guitry donnait à un grand éditeur les dernières épreuves de son *Deburau*.

Nous verrons donc sous peu en librairie cette œuvre d'une fantasmagorie fantastique, écrite en vers libres où les rimes reviennent par un tour ingénieux comme les balles entre les doigts d'un jongleur.

Une gracieuse Parisienne vient d'avoir une initiative charmante : sous le patronage de MM. Maurice Barrès, Maurice Donnay, Henri de Régnier, Edmond Rostand, etc., elle a créé des collections de feuilles de papier à lettres et de cartes postales illustrées s'inspirant par Bernard Boutet de Monvel, Gus Bofa, Lucien Laforgue, Emile Henriot, Maurice Taugy, André Helie, etc. Les séries de sept cartes ou feuilles — une pour chaque jour de la semaine — sont enfermées dans une enveloppe qui s'appelle : *La Poëchette de la marraine*. C'est en dire à la fois l'intérêt, l'usage et la destination. Ce papier à lettres et ces cartes postales de guerre vont faire revivre l'art naïf et délicat de la bonne imagerie française.

LE VELLER.

Histoires héroïques
de mon ami Jean

PAR
ABEL HERMANT

XXXIII. — Résurrection.

Mon ami Jean peut croire le temps revenu où, durant de longues heures assis sur la terrasse de sa maison, il regardait l'eau fuir et puérilement il songeait aux choses éternelles.

Bien que l'hôpital ne soit pas fort loin des quais et que Jean y respire l'air natal, y entende les bruits connus du quartier qui est sa petite patrie, la Seine manque. On ne peut pas imaginer que l'on est à Venise. Il faut que les yeux se contentent d'un jardin qui bornent des maisons trop hautes ; mais on les devine plutôt qu'on ne les aperçoit : des arbres centenaires les masquent et les dépassent ; elles semblent n'être là que pour situer ce beau spectacle sans le gêner, pour ajouter un peu d'étonnement au plaisir de voir, dans Paris, de vastes pelouses, des allées capricieuses et de vénérables ombrages.

Voilà ce que mon ami Jean découvre du fond de son lit. Je ne doute pas que l'architecte qui jadis a pensé bâtir cet hôtel pour un grand seigneur contemporain, ni celui qui a dessiné le parc, n'aient menagé le plan et les perspectives uniquement afin que mon ami, deux cents ans plus tard, quand il serait blessé, fût installé le mieux du monde et jouît du plus beau point de vue.

Jean ne me l'a point dit, mais mon sentiment doit être le sien : à son âge on croit aux causes finales. Il ne sait pas qui remercie pour avoir si bien prévu ses commodités et son goût. C'est moi qu'il remercie : je ne suis pour rien, mais il n'y a pas de justice. J'accepte sans remords les expressions de sa gratitude et je suis fier de supposer que je les mérite.

Le lit de Jean n'est pas, comme dans la maison du quai, un des innombrables lits authentiques de Marie-Antoinette, ni, comme à l'ambulance du front, une couche faite de branchages et pareille à celle d'Atala. C'est un bon lit de fer avec un couvre-pied de piqué blanc. Il est placé, le chevet au mur, dans une salle étroite, assez longue, et extraordinairement haute de plafond, qui est une dépendance de la bibliothèque. Entre nous, je crois que la chambre de Jean est l'enfer de cette bibliothèque ; mais des draps blancs qui tombent de la corniche jusqu'à terre cachent les armoiries et empêchent de lire, à travers les grillages dorés, les titres des mauvais livres.

L'hôpital est étranger. Les donateurs ont eu la pensée touchante de mettre chacun des lits sous l'invocation d'un enfant, dont le nom est inscrit au mur. Ces enfants savent aussi le nom de leur blessé. Ils lui écrivent, de leur pays lointain. Jean a reçu des lettres naïves ; il y répond, religieusement.

Mais tous les autres lits de la chambre, pour le moment, sont vides. Jean y est seul, et l'enfer de la bibliothèque est son domaine privé. La haute porte-fenêtre, qui se trouve juste vis-à-vis de lui, donne sur une terrasse de plain-pied avec le jardin. Elle demeure ouverte du matin au soir, et même durant les premières semaines, quand il ne se levait pas encore, Jean a reposé ses yeux las de la guerre sur un paysage de verdure et de fleurs. Un peu plus tard, quand il a pu apprendre à marcher et se traîner jusqu'à la terrasse, jusqu'à une chaise longue, il a enfin revu le ciel, un ciel humain, sans éclairs et sans éclatements.

Dès le matin, pour s'exercer, par raison, il fait une fois, deux fois, tout le tour de la pelouse, mais il n'est plus raisonnable, il redevient paresseux : à l'heure où Mme Letort et moi nous arrivons, et même depuis qu'il est convalescent, nous le trouvons toujours étendu.

Je m'installe à sa gauche, Mme Letort à sa droite. Tous les jours, nous nous croyons obligés de dire qu'aujourd'hui, malheureusement, nous ne pourrions pas rester avec lui plus d'une minute ; et tous les jours nous forçons un prétexte nouveau pour rester toute la journée. Notre fertilité d'invention est admirable. Nous sommes de fiers hypocrites ! Je n'ai jamais pu démêler la raison ni la convenance de cette hypocrisie.

Il ne faudrait pas croire que nos entretiens soient très animés. L'hôpital de mon ami Jean n'est pas le dernier salon où l'on cause. Nous lui faisons plutôt des visites comme en Orient, où les gens vont se voir pour se voir et non pour échanger des propos futiles. Nous avons depuis longtemps épuisé tous les sujets. Mme Letort apporte son ouvrage et tricote. Je ne sais que faire de mes dix doigts, ni quelle contenance prendre : je regarde Jean, qui à l'occasion ne se gêne pas pour nous lire au nez ; mais je vois bien qu'il croit lire et qu'il pense à autre chose.

Nous avons le sentiment vague, Mme Letort et moi, que ce travail qui se fait dans sa tête est très important, et que nous devons le respecter. Elle le respecte avec un peu d'impatience parce qu'elle voudrait bien savoir à quoi il songe, et qu'elle n'en sait rien. Moi, je suis plus tranquille, parce que je le sais. Comment l'ai-je deviné ? Il ne me fait pas ses confidences, mais il n'a pas de secrets pour moi : je suis un peu liseur de pensée.

Comme naguère, quand il regardait la

DÉSESPOIR DE SCULPTEUR

par Albert Guillaume.



— Quand je pense qu'ils n'ont pas mis le moindre sac de sable pour protéger mes statues !...

MALACEINE
POUDRE DE RIZ

Collection
de guerre
::unique::

LE MIROIR

EXCELSIOR

LA SCIENCE Magazine
ET LA VIE scientifique

LES EMPIRES CENTRAUX SIGNENT LA PAIX AVEC L'UKRAINE. — LA SITUATION SE TEND AVEC LES MAXIMALISTES



LE GÉNÉRAL HOFFMANN



DE GAUCHE A DROITE : L'AMIRAL ALTRATER, M. JOFFE, M. TROSTKY



LA DÉLÉGUÉE RUSSE BIEZENKO

La paix est signée, comme on l'a vu d'autre part, entre les empires centraux et l'Ukraine, mais la tension s'accroît avec les maximalistes. C'est ainsi que M. von Kühlmann a accusé Trotsky de créer de l'agitation et de retarder les négociations, tandis que

le général Hoffmann protestait contre les déclarations de maximalistes présentant des revendications au nom des Polonais de l'armée allemande. Le délégué des maximalistes a répondu vertement. Le dessin et les photos que nous publions ont été faits à Brest-Litovsk.

JUBOL

Laxatif physiologique, le seul faisant la rééducation fonctionnelle de l'intestin

JUBOL rééduque l'intestin

L'OPINION MEDICALE :

« Il suffit au malade d'avaler chaque soir sans le croquer d'un à trois comprimés de Jubol pendant quelques semaines pour se débarrasser rapidement de toute constipation. Pour un hémorroïdaire, la chose n'a pas de prix. D'ailleurs les hémorroïdes sont à ce point une affection fréquente que, parmi les médecins qui liront ces lignes, il n'en est pas un seul qui ne soit à même de vérifier par lui-même et maintes fois l'exactitude de ce qui précède chez ses malades. »

Prof. PAUL SUARD,
Ancien professeur agrégé aux Ecoles de Médecine navale. Ancien médecin des Hôpitaux.

Etablissements Chatelain, 2, rue de Valenciennes, Paris et toutes pharmacies. — La boîte, franco 5 fr. 80, les quatre, franco 22 fr.

Globéol

Tonique vivifiant. Enrichit le sang

Augmente la qualité et la quantité des globules rouges

Anémie
Neurasthénie
Tuberculose
Convalescence

Communication à l'Académie de Médecine du 7 juin 1919

SANG GLOBÉOLISE

L'OPINION MEDICALE :

« Deux examens de sang, un avant la cure, l'autre à son achèvement, permettent de toucher « de l'œil », sinon du doigt, la relation de cause à effet, de voir en vertu de quel phénomène physiologique très simple a pu s'accomplir la rénovation constatée chez les malades soumis à l'action du Globéol. »

« Etant donné la facilité et l'innocuité de la médication par le Globéol, et surtout son admirable et indéniable efficacité, il importe donc, désormais, de toujours donner à l'opothérapie sanguine la place qui lui revient et que, incontestablement, elle mérite la première. »

Docteur MITLOT,
Médecin légiste de la Faculté de médecine de Lyon.

Toutes pharmacies et Etablissements Chatelain, 2, rue Valenciennes, Paris. Le flacon, franco, 7 fr. 20; les 3 flacons, franco, 20 francs.

ACHAT ET VENTE DE TITRES PAIEMENT DE COUPONS. ARGENT DE SUTTE
BANQUE GIRON (54^e année), 67, r. Rambuteau. Télép.

1^{re} VENTE SUR SOUMISSIONS CACHETÉES
chaque voiture ou pièce détachée formant un lot distinct, de :

100 AUTOMOBILES MILITAIRES RÉFORMÉES
2^{de} VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
60 MOTOCYCLETTES, 25 MOTEURS, 10 DIRECTIONS
25 Changements de vitesse, 2 Essieux, 2 Ponts arrière

EXPOSITION
1^{re} des VOITURES AU CHAMP DE MARS (emplacement de l'ancienne Galerie des Machines), du 2 février au 15 février
Période pendant laquelle les soumissions seront reçues.
2^{de} des MOTOCYCLETTES et PIÈCES DÉTACHÉES, au Champ de Courses, à Vincennes (Seine), du 2 février au 17 février.
sera prononcée le 16 février, au Champ-de-Mars, p^r les Voitures, le 18 février, 14 h^{rs}, à Vincennes, p^r les motocyclettes et pièces.

L'ADJUDICATION
AMATEURS. CONSULTEZ LES AFFICHES

LE "REGYL" guérit maladies d'ESTOMAC anciennes
Laboratoires FIEVET, 53, r. Réaumur. La bte 6 fr. c. mand.

C'est à BESANCON

Grande Métropole Horlogère de France que vous trouverez

MEILLEURES MONTRES
en vous adressant directement à

Jean BENOIT Fils

HORLOGER-CONSTRUCTEUR TECHNIQUE
Manufacture d'Horlogerie
BESANCON (Doubs)
qui vous enverra contre 0.25 en timbres
Son Superbe Album Illustré
Maison de Confiance, Fondée en 1791
La plus importante Maison
vendant directement aux prix de fabrique

Vous obtiendrez le maximum de récolte dans vos jardins en suivant les conseils de

L'ALMANACH DU JARDINIER
envoyé à tous gratuits et franco par
Ch. LEMAIRE, grainier, 103, bd. Magenta, Paris

Les Rhumatismes

Le Rhumatisme est une sorte d'intoxication spéciale du sang, un virus qui se développe parfois spontanément, d'une façon violente, soit par suite d'un refroidissement, soit par suite d'une fatigue exagérée. Le siège du mal change continuellement, attaquant tantôt les jambes, tantôt les bras, tantôt les reins, et parfois même se localise dans les muscles des côtes.

Nombreux sont les remèdes préconisés pour guérir les Rhumatismes ; interrogez la plupart des malades, ils vous diront qu'ils ont tout fait sans résultat, et pourtant nous ne cessons de leur répéter qu'ils n'ont pas le droit de désespérer et qu'ils n'ont pas encore été soignés s'ils n'ont pas fait usage du

DOLOROSTAN (Ote-Douleurs)

exclusivement composé de plantes inoffensives. Il agit d'une façon douce et modérée et fait disparaître les manifestations de la maladie en détruisant la cause. Il décongestionne le cœur, la foie, les reins, la cerveau et les articulations, sans amener aucun désordre dans l'état général et sans troubles pour l'estomac.

Il est indispensable pendant le traitement de faire usage du BAUME DU MARINIER, en frictions et massages, matin et soir (le flacon 2 fr. 50).

Le DOLOROSTAN (Ote-Douleurs) se trouve dans toutes les Pharmacies ; le flacon, 8 fr. 50. Expédition franco gare contre mandat-poste 7 fr. 40. Pour recevoir franco quatre flacons DOLOROSTAN et quatre flacons BAUME DU MARINIER, traitement d'un mois, adressez mandat-poste de 38 francs à la Pharmacie DUMONTIER, à Rouen.

Notice franco sur demande

Laxatif - Dépuratif

un seul grain
au repas du soir
donne un résultat
le lendemain matin

Chasse la bile et Purifie le sang

64, Boul. Port-Royal, PARIS et toutes Pharm.

FUMEURS ! Les Pipes "MAJESTIC" "LA SAVOYARDE" "GLOIRE DE VERDON"
FUME CIGARETTES Marque E.P.C. en Ivoire, Ebène, Iris, Corne, Ambroy, "Métier de France"
BLAGUES TABAC "L'ALSACIENNE" PAPIER à CIGARETTES "BLOC LOUIS" 1^{re} 15 c. le cahier
Vente en Gros : E. PANDEVANT, 29, Avenue du Marché, CHARENTON (Seine)

SAVON "Le Pliant"
Pour Prix et Conditions écrire
SAVONNERIE PROVENÇALE — MARSEILLE, St-JUST.
Nota. — La Maison n'expédie que contre remboursement

PILES, BOITIERS, AMPOULES
A. WEIL, 94, r. Lafayette, PARIS.
Catalogue franco
VENTE EN GROS. AGENTS DEMANDÉS

CORNEE BEEF Viande cuite et désossée de 1^{re} qualité. Vente directe au consommateur.
Franc 408 fr. la caisse de 48 boîtes de 340 gr. net, cont. mandat ou remb.
Echantillon franco 1 boîte, 3 fr. Henri LEBOSSE, Corned Beef, Le Havre.

CONSTIPATION Le plus doux, agréable et efficace des laxatifs :
Comprimés DOZIERES, la b^{te} 2 fr. 20, imp. comp.
Les exiger (t^{re} phar. ou éc. Laborat. Doziers, St-Brieux, C.-du-N.)

LA TOURISTE
BANDE MOLLETTIERE
SPIRALE EXTENSIBLE

La Seule en
TROIS COURBES
Supprimant tout glissement.

Qualité recommandée : Les Alliés. — En Vente dans les
G^{rs} Magasins, M^{rs} de Chaussures, Nouveautés, Sport.
Gros : La Touriste, Paris.

ECZEMAS-ULCÈRES VARIQUEUX
MALADIES DE LA PEAU - PLAIES

GUÉRISON ASSURÉE EN 15 JOURS PAR LE
TRAITEMENT
DE LABAYE DE CLERMONT
Renseignements à Brochure gratuits
LABORATOIRE THÉZÉE à LAVAL (Mayenne)

MAISON FONDÉE EN 1817

LA COUR BATAVE

LA PLUS IMPORTANTE SPÉCIALITÉ DE BLANC

Actuellement
BLANC

Catalogue adr. fr. s. demande

41-43-45-47, Boulev. Sébastopol, PARIS

LE PHOSCAO

grâce à son pouvoir
reconstituant, remplace
avantageusement
pour les anémisés et les
convalescents,
les cures d'altitude dans
la montagne.

Anémisés, convalescents, affaiblis, surmenés, vieillards, si vous voulez recouvrer vos forces perdues, mettez-vous simplement au régime du délicieux Phoscao, le plus puissant des reconstituants convenant à tous les tempéraments, même les plus délicats.

Le Phoscao constitue l'aliment idéal de ceux qui digèrent péniblement et dont l'estomac est fatigué. C'est le plus exquis des déjeuners. Il ne constipe pas et sa préparation est instantanée.

SUCRÉ 3 fr. 25 la boîte de 15 déjeuners
SANS SUCRE 4 fr. 80 la boîte de 32 déjeuners

Administration : 2, Rue Frédéric-Bastiat, PARIS.

Femmes qui souffrez

de Maladies Intérieures, Métrite, Fibrome, Hémorragies, Ovarite, Tumeurs, etc.,

REPRENEZ COURAGE

car il existe un remède incomparable qui a sauvé des milliers de malheureuses condamnées à un martyre perpétuel, un remède simple et facile, qui vous guérira sûrement, sans poisons ni opérations, c'est la

JOUVENCE de l'Abbé SOURY

FEMMES QUI SOUFFREZ, auriez-vous essayé tous les traitements sans résultat, que vous n'avez pas le droit de désespérer. Vous devez, sans plus tarder, faire une cure avec la Jouvence de l'Abbé Soury.

La Jouvence de l'Abbé Soury c'est le salut de la Femme

FEMMES QUI SOUFFREZ de règles irrégulières accompagnées de douleurs dans le ventre et les reins; de Migraines, de Maux d'Estomac, de Constipation, de Vertiges, d'Étourdissements, de Varices, Hémorroïdes, etc.;

Vous qui craignez la Congestion, les Chaleurs, Vapeurs, Étourdissements et tous les accidents du RETOUR D'ÂGE, employez la Jouvence de l'Abbé Soury, qui vous guérira sûrement.

La JOUVENCE de l'Abbé SOURY se trouve dans toutes les Pharmacies : le flacon, 4 fr. 25; franco gare, 4 fr. 55. Les quatre flacons, 17 fr. franco contre mandat-poste adressé à la Pharmacie MAC. DUMONTIER, à Rouen.

Ajouter 0 fr. 50 par flacon pour l'impôt.

Bien exiger la véritable
JOUVENCE DE L'ABBÉ SOURY
avec la signature MAC. DUMONTIER

(Notice contenant renseignements gratuits) 291